

Nous avons donc nos cartes de ravitaillement. Pas trop de pain, un peu de sucre, guère de beurre et presque pas de viande. Et chacun d'entre nous se demande: la France passait hier encore pour un pays d'opulence et d'abondance; certes la guerre nous a appauvri; elle a tari l'arrivée de marchandises d'outre-mer. Mais le blé? Mais les troupeaux? Mais les betteraves? Mais les pommes de terre? Mais le charbon? Tout cela la France le produit, pourquoi n'en avons nous plus?

C'est bien simple. Tout cela va en Allemagne. Près de 50 millions de quintaux de blé iront en Allemagne. Toute la récolte de pommes de terre va en Allemagne. Le sucre ira en Allemagne. Le beurre va en Allemagne. Tout va en Allemagne.

Mais pourtant, le civil allemand est rationné; il n'a pas droit à beaucoup plus que le civil français. Pourtant l'Allemagne a conquis la Pologne, riche en céréales et en pommes de terre; la Hollande et le Danemark riches en viandes et en beurre, la Belgique riche en produits coloniaux. Elle peut acheter le blé hongrois, roumain, yougoslave, russe. Mieux encore les réserves de l'Allemagne en céréales au début de la guerre dépassaient 80 millions de quintaux. Ces réserves sont intactes.

Alors? La vérité c'est que les nazis continuent à accumuler en Allemagne les stocks et les réserves, en prévision de longues années de guerre. Pour qu'ils puissent "tenir le dernier quart d'heure", la population française... et allemande sont contraintes à la misère et à la famine.

Pour que la misère finisse, il faut en finir avec la guerre et l'impérialisme; il faut que les soldats allemands rentrent chez eux, en finissent avec ce régime de misère et d'oppression. A nous de les y aider en exigeant et en imposant l'évacuation du territoire français.

Le rationnement du gouvernement au lieu d'introduire l'égalité multiplie les inégalités. Il a créé une infinité de difficultés, désavantage les habitants du département de la Seine, défavorise les cultivateurs, allonge les queues devant les marchands de veuille, de pommes de terre. Sa réglementation incomplète et automatique entrave le ravitaillement au lieu de le faciliter.

En même temps, la hausse des prix continuent sous l'oeil bienveillant du Comité de surveillance des prix. L'épicière vous vend le vin plus cher, le beurre et les fromages augmentent, les légumes sont hors de prix, mais tout cela ce ne sont que des hausses illicites: le consommateur n'a qu'à payer. Le chômeur peut regarder sa carte de viande avec amertume: ses revenus ne lui permettront pas d'utiliser tous ses tickets.

Chaque jour qui vient accroîtra la misère et videra les marchés si les ménagères elles-mêmes ne s'unissent pour imposer une surveillance vigilante et active des arrivages, de la répartition des marchandises, des prix, si elles n'empêchent le stockage, les injustices; si elles n'imposent pas les distributions gratuites nécessaires, l'organisation de la solidarité et des secours.

Les ménagères doivent exiger: que la carte de rationnement soit partout instaurée, qu'elle soit et n'adue à tous les produits susceptibles d'être conservés.

Elle doivent par maison désigner leurs déléguées à un comité de quartier qui surveillera et au besoin organisera la répartition des denrées indispensables, fera la chasse aux stockages, aidera les indigents.

Seule l'action des ménagères peut sauver la population de la famine.